



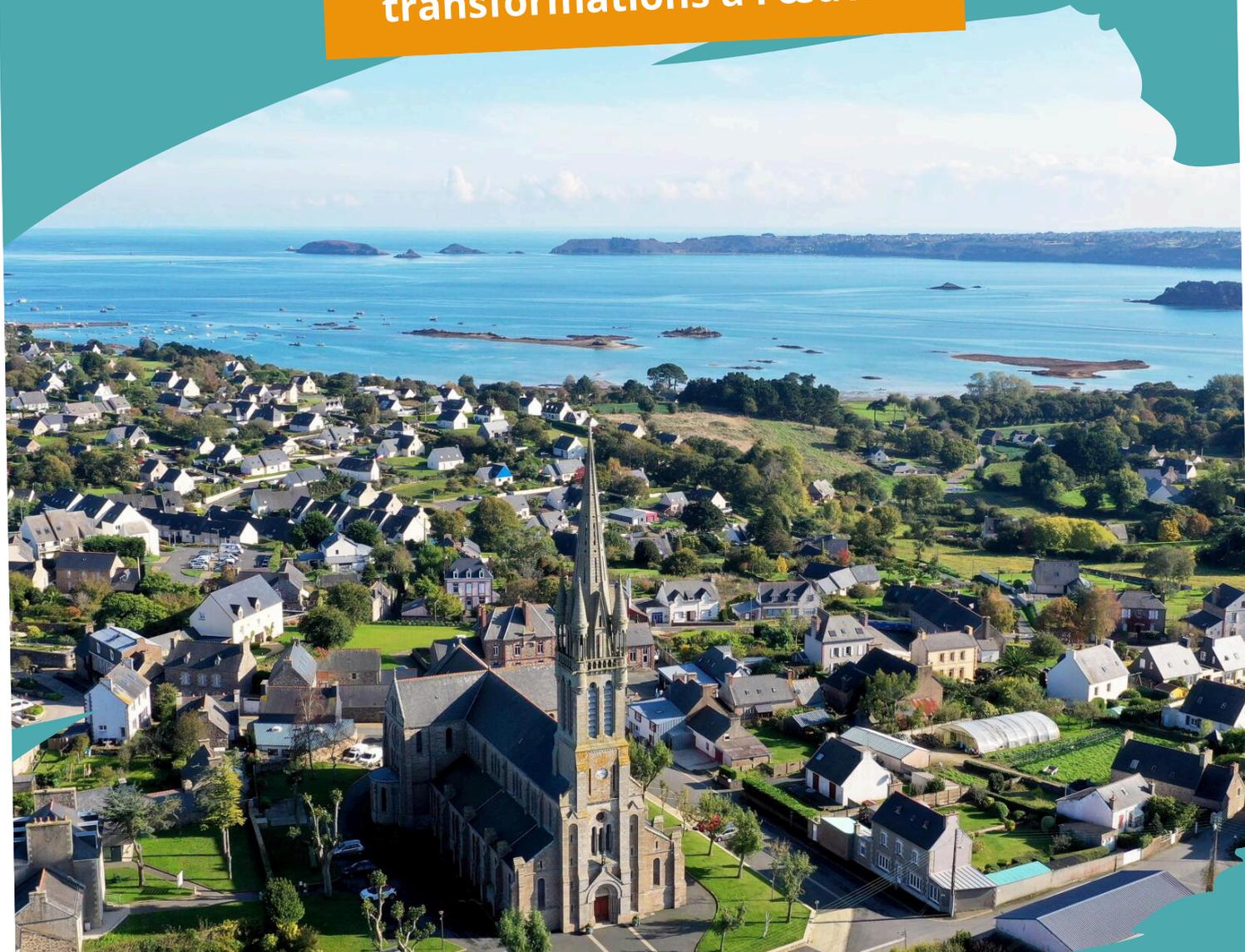
**Transitions
territoriales et
démocratie**



**ÉCOUTES
TERRITORIALES
2025**

A l'écoute de l'Agglomération Guingamp-Paimpol

**Portrait sensible des
transformations à l'œuvre**



En partenariat avec



Avec le soutien de



Rappel de la démarche des Écoutes Territoriales dédiées à l'agglomération de Guingamp-Paimpol

Depuis 2014, l'Unadel et ses partenaires ont réalisé des Écoutes Territoriales dans plus de 50 territoires volontaires (EPCI, communes, départements ou collectifs associatifs investis dans le local).

La méthode des "Écoutes Territoriales" apporte un éclairage extérieur sur un territoire, une "photographie sensible" pour favoriser le travail collectif des acteurs au service de transformations territoriales.

Cette démarche se base sur une écoute bienveillante et non interventionniste. Elle permet un positionnement de catalyseur et facilitateur afin d'aider à (ré)engager des dynamiques de coopérations territoriales à partir de la mise en lumière d'une analyse des enjeux racontés et vécus par les acteurs locaux. Elle s'inscrit dans une démarche d'éducation populaire qui renforce le pouvoir d'agir des territoires et des habitants. Elle interroge ainsi les gouvernances territoriales, les coopérations et les postures nécessaires aux transitions, au travers de la rencontre d'acteurs très divers (sans prétention à l'exhaustivité).

Ce document est le résultat d'une démarche d'Écoute Territoriale réalisée par l'Unadel (1 expert associé, 2 bénévoles et 1 salarié) les 12 et 13 Mars 2025 auprès d'environ 80 personnes rencontrées lors de 13 entretiens individuels ou en binômes et 5 entretiens collectifs. 4 entretiens complémentaires ont été réalisés en visioconférences (1 collectif et 3 individuels). Les réflexions ont été enrichies des échanges que nous avons pu avoir le 21 mai 2025, lors d'une réunion de restitution qui a réuni une trentaine des personnes.

QUELQUES PRÉCISIONS SUR LES ACTEURS ÉCOUTÉS

- Des élus (maires, conseillers municipaux, élus communautaires)
- Des techniciens de l'agglomération Guingamp Paimpol
- Des professionnels de la jeunesse et du social
- Des acteurs du tourisme et de la culture
- Des agriculteurs
- 2 groupes de jeunes avec leur encadrant (projet européen et Contrat engagement jeune)
- Des associations d'animation de la vie sociale, écologique
- Des habitants dans le cadre d'une réunion ouverte
- Les membres du conseil citoyen
- Des chercheurs

Le panel des personnes rencontrées n'est pas représentatif de toute la population ni de tous les acteurs locaux. Il résulte d'une liste de personnes établie de concert avec les référents du territoire, de la disponibilité des personnes invitées et du choix des écoutants d'ajouter d'autres acteurs.



En 2025, le thème des Écoutes Territoriales porte sur :
« **TRANSITIONS TERRITORIALES ET DÉMOCRATIE** ».
C'est ce qui a orienté nos échanges dédiés à l'articulation des initiatives locales avec l'agglomération de Guingamp-Paimpol.



L'agglomération Guingamp-Paimpol

L'agglomération Guingamp-Paimpol, située dans le département des Côtes-d'Armor en région Bretagne, a été créée en 2017. Issue de la fusion de 5 intercommunalités, elle regroupe 57 communes sur un territoire de plus de 1100 km² et compte 73 835 habitants en 2022. Sa population est stable, sans variation entre 2016 et 2022, elle est cependant vieillissante avec une augmentation des plus de 60 ans.

Les principales compétences de l'agglomération concernent :

- Le développement économique et touristique
- L'environnement
- L'aménagement et les mobilités
- Les solidarités
- L'habitat et le logement
- L'eau et l'assainissement
- Les déchets
- La coopération décentralisée
- La vie associative, culturelle et sportive
- L'enfance et la jeunesse

Afin de préserver et de faire vivre son territoire, l'agglomération a produit collectivement un projet sur la période 2024-2030. Celui-ci poursuit trois grandes ambitions : celle d'être redistributif et de mettre en partage un service adapté aux habitants ; celle d'agir pour une terre créative et productrice de valeurs ajoutées ; celle de faire collectif et d'agir pour les coopérations citoyennes et institutionnelles. Dans le cadre de ces ambitions, les engagements de la collectivité croisent étroitement les questions de la participation citoyenne et des transitions socio-environnementales, définies comme des fils rouges de leurs politiques publiques.



1. LE TERRITOIRE

« Le territoire est une Bretagne miniature »

De grandes richesses humaines, culturelles et paysagères

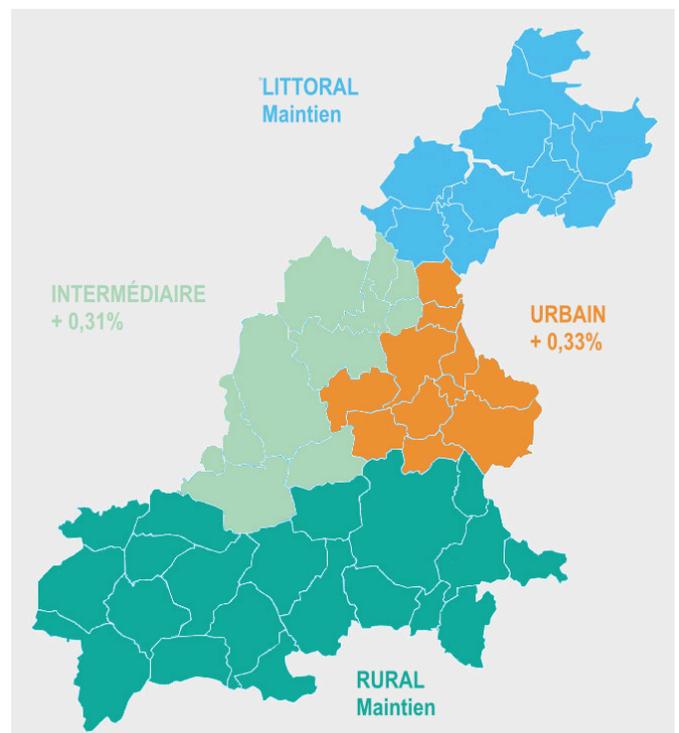
Le territoire de l'agglomération, et plus généralement celui des Côtes-d'Armor, est attractif et offre un cadre de vie de qualité entre le littoral et l'intérieur des terres. Les acteurs rencontrés affirment ainsi leur attachement aux paysages variés et remarquables de leur quotidien.

« Qu'on soit terre ou mer, nouveau ou du cru, on parle de ce territoire avec la même passion, parce qu'on n'arrive pas en Bretagne par hasard »

Le dynamisme culturel et associatif forme, de plus, l'une des caractéristiques fortes de cette région où la richesse humaine participe à rendre la terre accueillante. Des solidarités existent entre les habitants, mobilisés autour d'une identité et d'une culture collective. La ruralité est ainsi considérée comme ciment et atout du territoire.

« C'est aussi beaucoup les gens qui font les lieux »

« Il y a quelque chose à faire sur la culture du collectif »



Un territoire hétérogène avec 3 secteurs distincts à enjeux différenciés

Cependant, malgré cette « culture Bretonne » partagée, l'ensemble des acteurs et des citoyens ont conscience de l'hétérogénéité de ce territoire et des problématiques différentes qu'elle implique au niveau local. Ils se reconnaissent peu dans l'échelle de l'agglomération, parlant plutôt de « bassins de vie ». En effet, de forts contrastes sont présents entre le sud agricole Callac, le nord littoral Paimpol, la centralité urbaine Guingamp, ce qui peut entraîner parfois des tensions entre ces secteurs.

« Les gens de Callac se plaignent de payer pour le port de Paimpol. Les gens de Paimpol critiquent les agriculteurs de Callac qui polluent nos eaux et la mer ».

« Ici à Callac nous sommes loin de tout, nous avons des familles qui sont à bout. Nos élus manquent de relais pour être entendus. Nous sommes dans un découpage administratif compliqué »

Il y a donc un fort besoin exprimé de travailler de manière différenciée, territorialisée, en cherchant à atteindre une équité plutôt qu'une égalité. Les personnes écoutées proposent dans ce sens de mener et valoriser des actions à l'échelle du bassin de vie, en partenariat avec le Conseil citoyen, les associations et les élus locaux, ainsi que de flécher certaines compétences et financements vers la ruralité. Cela sans perdre de vue l'objectif du projet de territoire de l'agglomération de faire commun, d'avancer dans la même direction. Les grandes problématiques sont finalement très proches (accès à la santé, transports en commun, agriculture et alimentation, logement, place des jeunes). L'enjeu n'est globalement pas un manque de ressources mais celui de savoir comment les exploiter collectivement. Il réside davantage dans le fait de s'appuyer sur ses ressources et de développer le pouvoir d'agir des acteurs plutôt que sur les moyens économiques. Le territoire a besoin de trouver sa voie (voix) propre, avec les atouts et les caractéristiques de chacun.

« On a du mal à s'emparer de ces atouts pour en faire une voie propre » ; « Le territoire a plein de défauts, des qualités aussi, mais surtout beaucoup d'enjeux »

Une agglomération récente qui cherche à équilibrer son action sur le territoire

L'Agglomération est jeune (2017) et son rôle sur le territoire est encore ambivalent en fonction des acteurs qui le présentent et des secteurs qui la composent. Elle navigue entre un :

- Rôle fonctionnel, en lien avec ses compétences, qui la pousse à aller vers les usagers de ses politiques publiques plutôt que vers l'ensemble des citoyens sur l'ensemble des sujets. Les acteurs et les habitants peinent parfois à comprendre les compétences de l'agglomération et à faire le lien avec leurs besoins, leurs problématiques quotidiennes et locales.
- Rôle de dynamique territoriale en faisant connaître et vivre son projet de territoire, en animant et facilitant la vie démocratique et la participation citoyenne, en favorisant les projets collectifs, en organisant des réseaux qui mobilisent au plus près les élus, les agents et la diversité des acteurs. Cette dernière dynamique nécessite en premier lieu une adhésion des acteurs à la méthode d'organisation des réseaux.
- Rôle de porte-parole auprès des niveaux supérieurs, en portant notamment des projets structurants à l'échelle de l'ensemble du territoire, en lien avec les directives et les opportunités régionales et nationales (lignes de chemin de fer, hôpital, services publics, etc.)

Renforcer la place de la jeunesse sur le territoire

Beaucoup de travail a été mené en faveur de la jeunesse, depuis longtemps, grâce à différents dispositifs comme info-jeunes et associations qui œuvrent de façon dynamique sur le territoire. Il existe un maillage professionnel, appuyé par une volonté politique pour répondre aux principales attentes des jeunes (formation, emploi, hébergement, loisirs, etc.) et à la réalisation de leurs projets dans le cadre d'organisations adaptées telles que MJC, Coopérative Jeunesse de Services, etc. Cependant, la place de la jeunesse au sein de l'agglomération reste un sujet majeur relevé par les acteurs et citoyens écoutés.

La place des jeunes sur le territoire est ainsi un exemple de ressources, mais aussi de difficultés. Il existe en effet une jeunesse à « deux vitesses ». Celle qui dispose de ressources culturelles, sociales et économiques, qui souhaiterait rester sur le territoire mais pour laquelle le manque de formation pousse à se diriger vers les métropoles ; une partie de cette jeunesse vit bien sur le territoire et souhaite s'y investir. Celle qui est contrainte de rester car elle n'a pas ces ressources, qui est isolée, en souffrance et sans perspectives. Le dialogue entre les élus et les jeunes est peu développé à l'heure actuelle mais désiré des deux côtés.

« Il y a nécessité de repérer et d'aller chercher les jeunes invisibles enfermés chez eux »

Malgré ces difficultés, de nombreuses actions montrent que les jeunes peuvent se réunir sur des projets d'expression culturelle (INSEAC), d'appropriation concrète des réalités économiques (entreprises éphémères), de découverte des institutions politiques (projet européen, demande d'une commission spécifique de l'agglomération, et au sein du Conseil Citoyen). Des professionnels sont à l'écoute des jeunes et savent se coordonner entre eux. Ils sont une ressource importante pour le territoire, pour aider les jeunes à développer leur citoyenneté active et trouver leur place sur le territoire.

« Il faut donner aux élus le goût et la curiosité d'aller à la rencontre des jeunes sur leurs communes, même s'il y a des différences importantes de temporalité entre jeunes et élus »

Des points de vigilance ou enjeux, questions à discuter :

- Prendre en compte l'hétérogénéité du territoire et les problématiques locales des différents secteurs : littoral de Paimpol, urbain de Guingamp et rural de Callac.
- Travailler à un récit de territoire collectif et favoriser son appropriation par l'ensemble de la population, en particulier les jeunes.
- Affirmer et clarifier le rôle de Guingamp-Paimpol Agglomération dans sa gouvernance entre application de compétences et projet de territoire
- Valoriser et multiplier les places pour l'expression des jeunes, favoriser le dialogue avec les élus, conforter des lieux autonomes pour partager et faire projets



2. VIVRE LES TRANSITIONS SOCIALES ET ÉCOLOGIQUES AU QUOTIDIEN

« C'est super motivant, excitant sur plein de choses parce qu'il faut tout réinventer, mais pour une partie de la population c'est surtout contraignant. »

Des transformations souhaitées sur le territoire qui traversent de nombreux sujets

Différentes thématiques liées aux transitions, à la fois sociales et environnementales, marquent le territoire. Elles relèvent des transformations souhaitées par les acteurs et les habitants pour leur territoire de vie, le plus souvent sous l'angle de solutions aux problématiques sociales qu'ils rencontrent dans leur quotidien.

« Plus il y aura de maillage de différentes solutions, plus on évitera les problèmes sociaux. »

Travailler sur le manque de transports en commun et de transports alternatifs : Il s'agit d'un problème majeur relevé sur le territoire, et encore plus pour les jeunes. Les amplitudes horaires ainsi que la densité du réseau ferroviaire et bus sont considérées comme insuffisantes pour des usages quotidiens. Dans ce sens, le développement de la ligne TER est attendu par les acteurs.

« La ligne TER, c'est la future mine d'or du territoire. »

De plus, la pratique du vélo est jugée trop dangereuse pour être une alternative intéressante à la voiture individuelle, bien qu'il y aurait une envie sur le territoire (demande de mise à disposition de vélos électriques pour les jeunes, pistes cyclables continues).

« Il y a des transports collectifs mais difficiles d'usage au quotidien. »

La dépendance à la voiture en milieu rural est donc un enjeu des transitions sociales et écologiques. Elle est nécessaire socialement pour se déplacer sur le territoire en l'absence de transports en commun fonctionnels, mais écologiquement polluante. Les transports en commun et les moyens de transports alternatifs à la voiture individuelle comme le vélo sont peu articulés, ils sont jugés trop contraignants pour pouvoir être utilisés au quotidien. Cette thématique n'est pas particulièrement pensée par les citoyens en lien avec les transitions mais davantage avec leurs préoccupations quotidiennes. Les acteurs interrogés s'accordent ainsi sur la nécessité de renforcer et de mettre en valeur les initiatives inclusives de transport. De plus, l'agglomération pourrait être, selon eux, médiatrice pour mettre en œuvre des projets ambitieux dans ce domaine et une continuité des transports entre les communes.

Lier l'agriculture et l'alimentation pour faire évoluer les modèles : L'agglomération est engagée dans un Projet Alimentaire Territorial (PAT) afin de développer une alimentation plus durable et locale. Il est pensé comme un espace de dialogue, de sensibilisation et de collaboration entre le monde agricole et les collectivités.

Or, sur le sujet de l'agriculture et de l'alimentation, les transformations de pratiques rencontrent de multiples résistances compte tenu des enjeux économiques et de la perception variable de la transition écologique. Le sujet est très sensible et les échanges entre agriculteurs, agglomération et citoyens sont à amplifier. Ces résistances sont en partie dues à la sociologie du territoire rural et précaire dans le sud, mais aussi au lien entre les acteurs agricoles et l'agglomération, qui se conforte grâce au PAT mais demeure un sujet sensible. Il existe ainsi des tensions entre et avec les agriculteurs sur les questions environnementales.

« Les agriculteurs craignent l'arrivée d'autres agriculteurs portant un autre modèle »

« Laissez les agriculteurs parler d'agriculture »

A contrario, des groupes d'agriculteurs se forment pour faire évoluer les modèles. Différentes solutions et initiatives sont envisagées par les acteurs pour :

- développer les produits locaux issus de circuits courts, ce qui permettrait dans un même temps de réduire les déplacements. L'Épicodème, située à Saint-Nicodème, est un exemple d'épicerie sociale et solidaire qui rassemble plus d'une trentaine de producteurs locaux et propose des festivités pour redynamiser le centre bourg.
- mettre en lien les agriculteurs et maraîchers avec la restauration collective afin de soutenir les filières agricoles durables. « Il y avait normalement un engagement des collectivités locales pour le bio dans la restauration collective, avec un devoir d'exemplarité ». Cette action est en cours en lien avec le PAT.
- développer et structurer les initiatives existantes sur le territoire, portées par différents acteurs et sous différentes formes (vente directe, potager citoyen, grainothèque, film avec CIVAM « La part des autres » :

« Les gens se restreignent à la vente directe mais il y a d'autres formes de production locale »

« On a les ressources pour aller plus loin... »



Maraichers D'Armor



La coopérative agricole des Maraichers d'Armor est née en 1974, et regroupe une grande partie des producteurs légumiers des Côtes d'Armor. Guingamp-Paimpol Agglomération représente environ un tiers des adhérents, pour lesquels la coopérative permet un accompagnement et une mutualisation de la collecte et le conditionnement, de la logistique, de la recherche et du marketing, tout en respectant leurs choix et leurs pratiques.

« Nous on considère que notre force, c'est les hommes et les femmes qui travaillent sur le territoire, quel que soit leur choix de pratique »

Sur le territoire, ses principaux freins sont le manque de solutions de transports et de logement.

La coopérative est consciente du changement climatique et de ses potentiels impacts sur les cultures maraîchères. Elle s'engage ainsi dans les transitions à différents niveaux : celui de la ressource en eau avec des projets expérimentaux de retenues collinaires, le soutien au marché du bio depuis sa création, le renouvellement des agriculteurs sur le territoire (transmission), la transformation des modèles ou encore la création d'une filière pour répondre aux demandes en lien avec la restauration collective. Elle souhaite affirmer ses relations avec l'agglomération pour mener des projets innovants.

« L'eau est un élément essentiel dans le cadre du réchauffement climatique. On aura potentiellement de l'eau mais répartie de manière beaucoup plus ponctuelle. »

« La recherche pour le bio nous a permis d'avancer sur l'ensemble de la coopérative, même les conventionnels, pour développer des techniques culturelles. »



Faire de l'ensemble du territoire de l'agglomération une destination touristique : Il y a, de la part de l'agglomération, une volonté de développement d'un tourisme équilibré sur le territoire entre le littoral et l'intérieur des terres, afin de réduire la pression anthropique sur le littoral et de valoriser la ville de Guingamp ainsi que le sud de l'agglomération comme destination à part entière.

« Guingamp est un point de passage, Paimpol une destination »

Écologiquement, une attention sur l'utilisation des transports en commun ou de la mobilité active est présente et citée. Cependant, les infrastructures de transports ne permettent pas encore de proposer de réelles alternatives touristiques à la voiture, bien que des solutions existent en partie (TER Guingamp-Paimpol, parc à vélos électriques, bus de l'Arcouest à Paimpol). La communication à propos de ces solutions est un enjeu autant que la mise en place d'infrastructures complémentaires.

La Vallée des Saints

L'association La vallée des saints a été créée en 2008 dans le but de promouvoir le patrimoine local dans le centre Bretagne, en exposant, sur une colline, des statues de granite représentant des Saints. Le site se situe au sud-ouest de l'agglomération, à Carnoët. Il comporte 207 statues et compte atteindre le millier de sculptures. En plus d'être un site remarquable ouvert au public, il propose une formation « *Sculpteur Monumental en Granit* ».

La Vallée des Saints évolue au fil des ans avec l'intégration de nouvelles sculptures, nécessairement en lien avec la Bretagne comme lieu et comme histoire. Elle invite à la contemplation, à prendre le temps de découvrir les paysages et les savoir-faire.

Ce site montre une convergence entre les porteurs du projet du site et les élus pour que la Vallée des Saints joue un rôle d'attractivité culturelle pour le Centre Bretagne, en lien avec une volonté d'équilibrer le tourisme sur le territoire. L'association souhaite ainsi se coordonner avec les réseaux de transport en commun pour un meilleur accès au site. De plus, un itinéraire cyclable entre Paimpol et Carhaix, passant par la Vallée des Saints, est en cours d'élaboration et le site est amené à être intégré dans des itinéraires de randonnées.



Démontrer les opportunités qu'apportent les énergies renouvelables : les avis divergent concernant les énergies renouvelables. Du point de vue de certaines communes comme Pont-Melvez, les dispositifs de soutien aux projets environnementaux sont des opportunités pour développer la commune, avec de possibles retombées financières. Ils affirment ainsi que les énergies renouvelables peuvent et doivent participer à un projet local de territoire. Globalement, du point de vue de l'agglomération, il y a un décalage de temporalité, de compétences techniques et de moyens humains entre les services publics et les développeurs, ce qui entraîne des difficultés à maîtriser le développement des projets, leur intégration et leur qualité. Le dialogue entre l'agglomération, les communes et les développeurs peut s'appuyer sur le PLUi qui définit en partie les zones d'implantation possibles ainsi que sur un schéma d'implantation des éoliennes, consultatif, à l'échelle de Guingamp-Paimpol Agglomération.

« Développer les énergies vertes, c'est apolitique »

« Il y a une forte hostilité aux éoliennes car elles dévalorisent le paysage »

La commune de Pont-Melvez

La commune de Pont-Melvez se situe au sud de l'agglomération, entre Guingamp et Callac. D'une superficie de 2298 ha, elle accueille 683 habitants. Bien que rurale, la commune est engagée dans la transition à différents niveaux et mène des actions dans ce sens. Elle considère tous les dispositifs de soutien aux projets environnementaux comme des opportunités pour se développer.

Une transition énergétique : Le 12 février 2024, la commune a défini les zones d'accélération de la production d'énergies renouvelables. Celles-ci concernent la filière éolienne avec le maintien et la rénovation des parcs éoliens de Keranfouler et Le Gollot, la filière solaire avec la définition de zones pour des centrales au sol et l'autorisation de photovoltaïque en toiture sur l'ensemble de la commune, ainsi que des zones d'ombrières de parkings.



Une transition alimentaire : la commune est investie dans le Plan Alimentaire Territorial de l'agglomération. En effet, la cantine n'est pas alimentée par une cuisine centrale mais en lien avec les agriculteurs du territoire. La maire a ainsi identifié les producteurs locaux : agricultrice qui cultive un « jardin à l'ancienne », producteur de fromage de chèvre au lait cru, producteur de porc élevé en plein air, groupement de producteurs « La charolaise », etc. De plus, une association de jeunes agriculteurs est en train de se constituer sur la commune.

Renforcer l'action sur les habitats insalubres : le logement, est un enjeu fort du territoire, autant pour les habitants à l'année que pour les saisonniers qui peinent à se loger. Une tension existe entre la construction de logements neufs et la rénovation de bâti ancien dans les centres bourgs. En effet, beaucoup de gens achètent de petites maisons à bas prix mais ne parviennent pas à les rénover correctement et vivent dans des habitats insalubres. Les choses évoluent cependant, en particulier sur le parc de logements privés. Sur le public, Guingamp habitat est pionnier sur la rénovation de l'habitat.

« L'enjeu c'est l'appropriation des bâtis anciens en centre-ville »



Faire le lien entre les transitions et les enjeux du quotidien

La question des transitions est inscrite comme un élément fort du projet de territoire de l'agglomération. Celle-ci considère qu'elle agit sur ces sujets à l'échelle de son territoire et dans le cadre d'enjeux globaux, impulsés pour certains par les lois. Plus que les transitions en elles-mêmes, ce sont les liens entre transition écologique et cohésion sociale, sobriété, transmission, qui sont au cœur des préoccupations.

« On n'a pas eu de mal à faire projet, les enjeux sont à peu près les mêmes, en particulier pour les transitions, c'est un périmètre adapté »

« La loi, c'est la base, heureusement qu'elle est là parfois ».

Cependant, le sujet des transitions n'est pas prioritaire pour la population en regard des problématiques sociales et économiques, des difficultés quotidiennes qu'elle rencontre sur le territoire concernant la mobilité, l'accès aux soins, la place de la jeunesse, etc.

En effet, les enjeux des transitions sont complexes et compliqués à appréhender au niveau local, tant pour les élus, que pour les acteurs socio-économiques et les citoyens. Le dialogue ainsi que les structures existent sur ces questions, pour leur permettre de se les approprier, mais ne sont pas ou peu connues. Ces enjeux sont souvent perçus comme théoriquement nécessaires à long terme, mais véhiculent chez certains un sentiment de perte de confort plutôt que d'amélioration de leurs conditions de vie, alors que d'autres affirment des ambitions fortes dans ce domaine, allant parfois au-delà des possibilités du contexte territorial de l'agglomération.

« L'ambition et le chemin n'est pas clair. On fait comme si tout le monde voulait aller vers les transitions mais la vision n'est pas toujours partagée »

« On ne parle pas du tout des transitions au lycée ou dans notre entourage, les autres ne veulent pas en parler, on voit surtout des choses à la télé »

Malgré leur inscription forte dans le projet de territoire, les transitions sont en partie perçues comme une direction à suivre, mais une direction floue et anxiogène. L'Agglomération énonce alors le besoin d'encourager un dialogue clair et positif sur ce sujet, dans la continuité des actions en cours.

Soutenir la participation des acteurs du territoire sur la question des transitions

Pour avancer sur la question des transitions, les acteurs ont identifié plusieurs leviers autour du dialogue et de la mise en action collective. Dans un premier temps, les acteurs expriment la nécessité de construire un dialogue à l'aide d'outils de connaissance et de communication. Ces outils auraient pour objectif de croiser les points de vue, d'écouter les habitants et de mettre en débat les sujets clivants. Le territoire peut d'ores et déjà s'appuyer sur des acteurs associatifs comme L'image qui parle ou des actions ponctuelles comme la Caravane des ruralités.

« On n'a pas des avis pertinents sur tout, ce n'est pas parce que je suis élu ou technicien sur le territoire que je sais. Les avis, ça se construit, et ça se construit ensemble »

L'Agglomération souhaite de plus engager une formation en direction des élus, des agents et des acteurs pour répondre aux besoins des transitions correspondantes à la nature de chaque projet. En parallèle de cette montée en compétence collective, les acteurs expriment le besoin de se mettre en action pour rendre concrètes les transformations. Mais les temporalités ainsi que les échelles d'action sont différentes entre les citoyens, les associations et l'Agglomération et l'équilibre entre discours et action reste à trouver.

« Se fixer un objectif petit et atteignable mais que tout le monde soit content d'y avoir participé »

« La notion de délais n'est pas la même chez eux que chez nous » « Nous on est prêts, on attend que les choses se concrétisent du côté de l'Agglo »

Des points de vigilance ou enjeux, questions à discuter :

Des points de vigilance ou enjeux, questions à discuter :

- Faire le lien entre les préoccupations quotidiennes des citoyens et les transitions, dans les actions, la concertation et dans la communication pour mener une démarche intégrée.
- Valoriser et développer les initiatives existantes sur le territoire, en particulier celles conjuguant des objectifs sociaux et environnementaux, concernant notamment les mobilités
- Structurer les volontés d'agir en faveur des transitions pour monter en compétence collectivement (associations, acteurs publics, politiques, habitants, etc.)
- Créer un réflexe pour questionner tout projet sur sa contribution aux transitions

3. UNE DÉMOCRATIE LOCALE À STRUCTURER

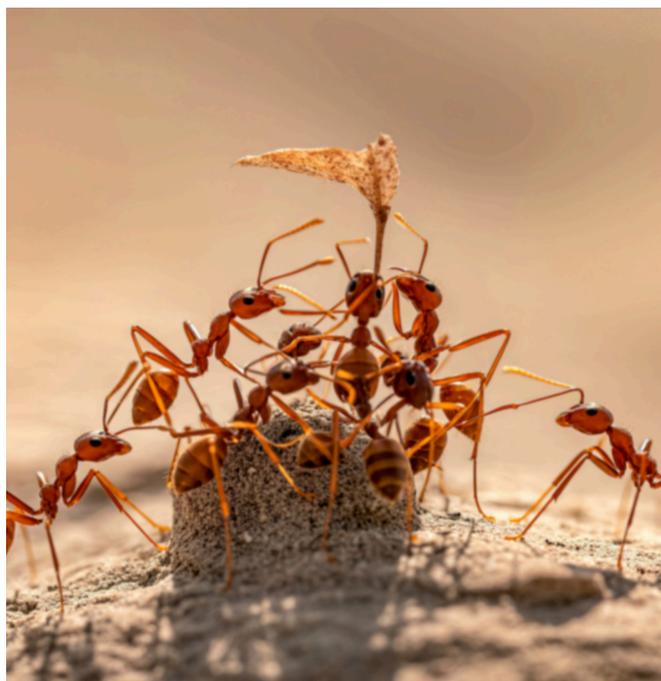
L'Agglomération cherche à se tourner vers la population en se basant sur les initiatives existantes, sans créer d'instances supplémentaires au Conseil citoyen. Le projet de territoire a en outre permis la création du service vie associative et mobilisation citoyenne.

« On a besoin de développement démocratique, pas forcément d'instance supplémentaire. »

Faire le lien avec les citoyens et les élus

L'Agglomération souhaite développer une citoyenneté active, un lien avec l'ensemble des citoyens du territoire. Cependant, compte tenu de l'étendue du territoire et de la diversité des compétences de l'Agglomération, les moyens déployés ne paraissent pas suffisants et adéquats pour animer cette démarche. Le développement de la participation citoyenne peut être perçu de manière très différente par les élus et chroniqueurs pour les techniciens.

« Les gens ont l'impression de ne pas être écoutés mais quand on met en place des instances, c'est difficile de sortir des revendications personnelles pour engager une réflexion plus globale »



En parallèle, les différents entretiens menés mettent au jour une volonté locale des citoyens d'agir et de se rencontrer, alimentée par un fort attachement à leur territoire, délimité ici par leur bassin de vie. En effet, qu'ils vivent ici depuis toujours, soient revenus après être partis ou soient arrivés plus tardivement, les acteurs aiment leur territoire et souhaitent agir pour y rester, améliorer leurs conditions de vie et y vivre mieux. On observe ainsi sur le territoire une volonté individuelle des citoyens de s'impliquer concrètement à leur échelle et selon leurs compétences et leur rapport au territoire, ce qui ne correspond pas nécessairement à une volonté d'agir dans le champ politique « *J'apporte quelque chose et je profite de ce qui se fait* ». L'enjeu qu'affirme l'Agglomération est donc de renforcer leur pouvoir de citoyen, aider les publics, même les plus défavorisés, à être des citoyens au même titre que tous.

« Il n'y a pas de citoyens de seconde zone, seulement des citoyens »

« Ce sont des gens qui travaillent pour leurs projets mais qui permettent aussi de faire avancer l'agglomération sur certains sujets »

En revanche, les groupes citoyens, l'action collective, émergent peu ou essentiellement « contre un projet », plutôt que pour construire de nouvelles choses ensemble « *C'est le passage à l'action qui est compliqué, sauf quand c'est dans l'urgence pour être contre un projet* ». De plus, le débat est moins présent à l'échelle de l'agglomération qui est trop étendue « *personne ne vit à l'échelle de l'agglomération, ce n'est pas un territoire de vie, de destin partagé donc co-construire à cette échelle est compliqué* ».

Ce lien avec les citoyens passe par des lieux d'écoutes informels mais aussi par les liens entre les habitants des communes et leurs élus.



**dynamique &
développement**
deomp dezhi !

L'association D2 (Dynamique et développement)

L'association D2, Dynamique et Développement, créée en 2021, a pour ambition l'animation de la vie sociale en milieu rural sur le bassin de vie de Callac. Ses actions, tournées vers la facilitation et la valorisation des projets existants sur le territoire, touchent ainsi une quinzaine de Communes.

A sa création, ses trois objectifs étaient :

1. Créer une maison pour tous et vers tous, pensée comme un lieu du faire ensemble ;
2. Favoriser un accès aux services en orientant les personnes ;
3. Valoriser le territoire et notamment les personnes qui mènent des actions et leurs compétences.



L'association considère que le principal facteur de réussite de sa démarche est l'accueil de toutes les personnes et de tous les projets, quels que soient leurs conditions socio-économiques, leurs origines ou leurs besoins. Elle met ce principe au cœur de ses actions, ce qui lui permet de toucher des publics très différents dont un certain nombre en difficulté. Elle joue ainsi le rôle de point de rencontre et de partage sur la partie sud de l'agglomération, ainsi qu'un point de repère pour les personnes en difficulté.

Il existe cependant une ambivalence entre les citoyens, qui voudraient que les élus soient plus présents pour avoir le sentiment d'être écoutés, et des élus qui considèrent qu'il est important que les habitants travaillent entre eux dans une logique ascendante : « *La perception de l'habitant n'est pas du tout la même que celle des élus, mais c'est bien, ça permet de voir les dossiers sous un autre angle. Après tout, que les élus soient moins présents, ce n'est pas grave, ça permet aux habitants de travailler les sujets* ».

Pour les élus, cette participation habitante peut être perçue comme une perte de leur pouvoir de décision et de leur légitimité. En effet, la question démocratique fonctionne à l'échelle de la commune mais génère aussi une défiance de la part des élus qui sont surtout interpellés et sollicités pour des choses négatives : « *localement, les expressions positives ne sont pas exprimées ce qui amène une position de défiance des élus, toujours confronté aux mécontentements* ».

L'Agglomération souhaite donc développer une montée en compétence des techniciens et des élus pour permettre une meilleure compréhension mutuelle. Les attentes des écoutés portent dans ce sens sur une offre de formation en commun.



Le rôle du Conseil Citoyen dans la démocratie locale

Le Conseil Citoyen est pensé comme différent d'un Conseil de Développement, moins représentatif de l'ensemble du territoire en termes de tranches d'âge, de collège d'acteurs et de géographie, mais davantage tourné vers les citoyens et proche d'eux « *On ne voulait pas d'un conseil d'experts qui ne soit qu'un conseil de représentants des associations* ». Cependant, à l'heure actuelle, le Conseil Citoyen est peu perçu sur le territoire comme une instance dans laquelle les citoyens peuvent s'exprimer. Il est plutôt considéré par les acteurs écoutés, autant publics que collectifs, comme jeune, peu structuré et actif, en manque de légitimité. Un certain nombre de structures s'est d'abord engagé avant de se retirer car le fonctionnement ne correspondait pas à leurs attentes, en particulier concernant la temporalité de mise en action. Les jeunes sont représentés dans les Conseils municipaux d'enfants (11-14 ans) mais ces publics sont encore trop jeunes pour l'être au sein du Conseil citoyen. L'une des propositions des acteurs serait donc de mieux intégrer les 18/25ans dans les instances. Les personnes en situation de handicap ainsi que les personnes âgées sont aussi peu présentes dans les instances de manière générale.

« *Il faut se faire connaître en dehors de sujets intellectuels. Nous avons un vrai problème de reconnaissance, il faut communiquer, s'afficher, échanger aussi avec les communes* »

On lui reproche en particulier de ne pas aller dans l'ensemble du territoire (centralité sur Guingamp), pour mettre en lumière les initiatives du territoire et de les valoriser afin de participer à créer un réseau d'initiatives. Des antennes du Conseil Citoyen sur le territoire ou la création de « relais » via des structures associatives déjà ancrées sont exprimées comme des solutions possibles, ainsi que le recours à des outils culturels pour faire le lien entre les acteurs et les territoires.

« *Membre du conseil citoyen je me sens très isolé dans mon secteur, il faudrait des antennes du conseil citoyen qui soient plus proches* »

L'image qui parle

L'image qui parle est une association née en 2013, qui a pour objectif de construire des projets artistiques et culturels avec les habitants, les artistes et les acteurs locaux, sur un grand nombre de sujets différents en lien avec la vie et les transformations du territoire.

« Son objectif est d'aller à la rencontre sensible d'un territoire, d'être témoin et acteur de sa transformation. »

Elle collecte les expériences sensibles du territoire sous forme de textes, d'audio ou de photographies et le restitue sous forme de créations artistiques et culturelles, au sein du lieu « L'image qui parle » ainsi que de manière nomade en allant à la rencontre des populations. L'approche par le sensible, l'artistique et le culturel est, selon elle, un levier pour parler des transitions et transformations du territoire de manière positive et de faciliter le dialogue.

La Récolte, carte interactive les paroles du territoire : <https://larecolte.bzh/carte.php>

« Mettre en lumière les gens sur le territoire permet de mettre en lumière le territoire »

Cette association se considère comme une ressource pour mieux comprendre le territoire et ses évolutions, dans une démarche ascendante, à partir de ses habitants et de ses acteurs. Elle est notamment en partenariat avec Guingamp-Paimpol Agglomération par conventionnement mais ne participe plus au Conseil Citoyen.



Les choses évoluent et le Conseil citoyen se structure et s'implique dans différentes commissions de l'Agglomération. De plus, grâce au comité de coordination présent dès la création du Conseil citoyen, le dialogue s'organise pour sortir de la logique de contre-pouvoir, de saisine, et engager un travail collectif porté par une méthode commune.

« Il faut qu'ils s'emparent des sujets, qu'ils comprennent que ce n'est pas qu'un débat politique »

Sa gouvernance est cependant encore en construction, ainsi que sa visibilité sur l'ensemble du territoire et son lien avec les initiatives associatives et citoyennes existantes.

Des points de vigilance ou enjeux, questions à discuter :

- Repérer et mettre en valeur les initiatives territoriales actives et les lieux d'écoutes informels présents sur le territoire
- Faire débattre et dialoguer l'ensemble des acteurs du territoire (élus, techniciens, jeunes, associations, entreprises, etc.)
- Développer et clarifier la gouvernance du Conseil Citoyen et son rôle comme vecteur d'expression et d'initiative des citoyens sur le territoire





3 enjeux révélés par les acteurs et habitants du territoire

Au regard de cette Écoute du territoire basée principalement sur le vécu et le ressenti des acteurs rencontrés, les écoutant.es de l'Unadel ont mis en exergue 3 enjeux forts pour le territoire de Guingamp-Paimpol Agglomération :

Trouver un équilibre entre projet collectif et local : Comment mettre en œuvre un projet commun en prenant en compte l'hétérogénéité du territoire et ses problématiques locales, trouver des liens entre l'agglomération et les communes ?

Mener des transitions écologiques et sociales : Comment faire le lien entre transitions et besoins quotidiens des habitants, travailler sur un récit collectif et positif des transitions et travailler tout projet en regard de son apport aux transitions ?

Aller vers les citoyens : Comment développer le dialogue et la participation active des citoyens, notamment le rôle du Conseil Citoyen comme vecteur d'expression et d'initiative des citoyens sur l'ensemble du territoire ?

La démocratie informelle (dialoguer, débattre et se réunir) et la démocratie du faire (se mettre en action) sont les principaux leviers développés par les acteurs pour discuter de ces sujets.

ÉCOUTES TERRITORIALES 2025

**Agglomération
Guingamp-Paimpol**

**Guingamp
Paimpol**
AGGLOMÉRATION

Document réalisé par l'équipe des écoutant-es : Philippe Carbasse, Yves Gorgeu, Michel Tissier, Estelle Carlier (Experte associée).

Les écoutant-es remercient chaleureusement l'équipe de l'Agglomération Guingamp-Paimpol pour leur accueil et leur disponibilité, ainsi que toutes les personnes rencontrées pour le temps consacré, leurs contributions, leur investissement dans la démarche proposée et leur confiance : Virginie DOYEN (Maire de Loc-Envel, Conseillère déléguée à la Vie associative et aux Coopérations citoyennes), Laurent LABARRE (Chargé de la mobilisation citoyenne et vie associative), Amélie MOINE (Cheffe du service sport, Directrice de la citoyenneté) ainsi que les membres du Conseil Citoyen.

Merci également aux partenaires et commanditaires : Ministère de la Ruralité, ANCT et Fondation de France.

Document mis en page par Marion Guericolas, Citoyens & Territoires Grand Est

Crédits photos : Unadel, Guingamp-Paimpol Agglomération, Les maraîchers d'Armor, Association D2, Association l'image qui parle, Commune de Pont-Melvez, La Vallée des Saints, Canva et Freepik



**Guingamp
Paimpol**
AGGLOMÉRATION